

Lettre ouverte à la Conférence de Copenhague en plaidoyer pour une survie

**Monsieur Luiz Inácio Lula da Silva, Président du Brésil,
Messieurs les Chefs et Représentants des Etats participant à cette conférence,
Messieurs les Organismes,**

Nous sommes six milliards d'êtres humains, soit une multitude de petites rivières capables de s'unir librement dans un même fleuve pour submerger ces digues qui nous enserrant, érigées par ceux qui sont les principaux promoteurs du changement climatique et autres saccages de notre planète. Nous parlerons ici de l'Amazonie, plus particulièrement d'une toute petite parcelle, mais elle est emblématique du monde entier.

Prenons la liberté du fleuve qui peut baigner sa forêt, et que celle-ci ne soit pas non plus rasée... Faisons-nous les passeurs d'une nouvelle traversée dans notre histoire, utilisons le souffle du vent de l'esprit, voguons par-delà l'océan sur une caravelle, et à 8.337 km de Copenhague, touchons terre à Belém au Brésil, puis remontons le cours de l'Amazone jusqu'à son affluent, le fleuve Murucupi... Mettons enfin pied à terre à Barcarena, petite ville refuge des luttes de communautés traditionnelles et d'occupations, des Indiens autochtones et des expropriés tentant de retrouver leurs terres pour survivre, environ 2.500 personnes.



Les familles traditionnelles de BURAJUBA souffrent l'exclusion sociale et l'expulsion de leurs terres depuis 30 ans par la CODEBAR.

Dans un monde où l'on tente de nous imposer le primat du libéralisme individualiste et égoïste, il est urgent de montrer notre fraternité et notre solidarité avec les communautés de Burajuba, Boa Vista, Luz Divina, Acui, Santa Rosa, Cristo Rei, Jardim das Palmeiras, Jardim Sao José...

Derrière ces noms, il y a des traditions anciennes, de la souffrance actuelle, et une volonté d'avoir toujours un avenir. Car il y a de cela 30 ans, la très puissante Banque du Développement Brésilienne (BNDES) a concédé sans aucune contrepartie ni garantie des financements à la CODEBAR, un organisme d'Etat, pour contribuer au développement de Barcarena. Faisant fi de cette mission, cet organisme corrompu a chassé les gens de leurs terres, signant le pacte du diable avec les multinationales RIO VALE DO DOCE, RIO CAUPIM CAULIM, ALUBRAS et ALUNORTE, sociétés minières, d'exploitation et de transformation.

Jamais le cynisme n'est allé aussi loin, et drame caché loin des sunlights des médias, jamais nous n'en aurions eu mot sans notre présence au Forum Social Mondial qui s'est tenu à Belém en janvier dernier.

Doit-on se soumettre ou se démettre lorsqu'on bafoue le fragile équilibre qui subsiste encore entre les hommes et leur milieu naturel ? Nous refusons l'état de fait que l'on cherche à nous imposer, car au-delà des contraintes artificielles il y a des forces naturelles, et peut-être les Orishas, ces divinités brésiliennes qui permettent de vaincre les peurs et de s'allier à ces causes justes que sont le droit à la terre, le droit à la vie et le droit d'espérance.

Puisque tout homme naît libre et égal en droit, nous accusons une politique de privatisation de la terre au profit d'une petite minorité privilégiée, qui après des traques à l'homme, s'approprie des territoires dans un but lucratif.

Et outre le drame humain, cela s'annonce comme une catastrophe environnementale majeure. Ainsi, dès 1970, a été lancé le plus gros projet d'exploitation minière qui s'étendra sur 900.000 km² (près d'une fois et demi la surface de la France en incluant ses territoires d'Outre-Mer), et à venir l'un des plus grands dangers, une usine thermo-électrique fonctionnant au charbon minéral, ce qui affectera bien sûr la vie des communautés proches, mais aussi la matrice énergétique du Brésil, puisque cela représentera 3,6% des émissions totales du secteur énergétique brésilien, soit deux millions deux cent mille euros de taxes en émissions de gaz à effet de serre, et nos vies en pâtiront au quotidien.

Cette spoliation et cette exploitation sont ce gigantesque serpent anaconda qui se nourrit du sang de ses peuples et engloutit derrière lui des années de traditions et d'équilibres en portant un coup fatal au droit à la terre, au droit à la vie.

Pour que les communautés traditionnelles vivent et n'aient pas le sentiment d'être des «communautés de misérables», il faut les respecter et leur en donner les moyens, ou tout simplement déjà, la possibilité.

Les communautés de Barcarena ne souriront à la vie que lorsqu'elles seront maîtresses de leur destin. Elles sont pour le moment prisonnières des mécaniques implacables où l'être est broyé au nom du progrès économique, elles souffrent d'eutrophisation comme leur fleuve Murucupi où les rejets industriels ont souillé l'eau et les sols, mettant fin à l'agriculture familiale, ce qui a été à l'origine d'un drame économique, source de chômage et d'exclusion sociale.

Cette catastrophe environnementale donne lieu à un enfer sanitaire, puisque les rejets de boue rouge, de kaolin et autres substances extraites par les entreprises accélèrent la mort des poissons, et chez l'homme, les cancers, l'ostéoporose, l'hypertension, voire l'inhibition de la croissance des enfants devenu rachitiques. Aux maillons d'une chaîne détruite, nous n'oublierons pas les opérations de sabotages des récoltes, des écoles et les processus d'intimidation à l'encontre des communautés.

«Le réel quelquefois désaltère l'espérance. C'est pourquoi contre toute attente l'espérance survit» disait René Char. Le droit d'espérer est le propre de notre humanité, donc pourquoi vouloir le refuser à ces communautés ?

Nous accusons les puissances économiques et politiques de s'approprier le bonheur des autres en les réduisant au malheur. L'avenir appartient à tous, donc aidons les communautés traditionnelles à réaliser leurs projets d'activités artisanales, de couture par exemple, de créations de crèches, d'écoles, de parc zoobotanique...

Du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 à Copenhague en 2009, qu'avez-vous fait pour rétablir l'équilibre entre l'homme et la nature ?

Vous n'avez pas su préserver les fleuves, vous ne savez pas non plus guérir le cancer des habitants de Barcarena, ni même restreindre les activités polluantes des entreprises, ni tout simplement honorer la dignité humaine de ces communautés.

Est-ce «quand le dernier arbre aura été abattu, quand la dernière rivière aura été empoisonnée, quand le dernier poisson aura été pêché, qu'on saura que l'argent ne se mange pas.» ?

Il n'est plus temps de ressasser interminablement le passé et ses égarements, mais de se demander qu'allons nous faire ? Agissez. Nous ne voulons pas de vos remords, ni même de vos apitoiements, mais de votre engagement et de vos actions.

Nous attendons que la Conférence de Copenhague initie une reconnaissance du droit à la terre pour les communautés traditionnelles et d'occupations de Barcarena, et une responsabilisation imposée envers les entreprises qui ne font pas preuve de Responsabilité Sociale Entrepreneuriale, et envers les puissances politiques qui contribuent à la lente agonie de ces communautés.

Nous sommes à la croisée des mondes et c'est à nous tous qu'il revient de choisir le monde dans lequel nous souhaitons vivre. Nous sommes dans une crise des sens certes, mais maintenant nous n'avons plus d'excuse, car nous comprenons le sens de la crise et cela nous appelle à prendre des initiatives.

Amazone sud-américaine, nous sommes également le Niger africain, le Nil égyptien, le Danube européen, la Loire française, le Yang-Tse-Kiang chinois, l'Ob russe, le Mississipi nord-américain, le Murray australien, le Yukon canadien, le Gange indien, l'Indus tibétain-pakistanaï et bangladaï. Nous, peuples du monde, nous sommes TOUS ces fleuves qui rejoignent l'océan. TOUS solidaires, TOUS issus d'une même famille qu'est notre humanité, nous sommes les poumons de notre planète bleue, nous en sommes ses artères .

Pourrons-nous rester de marbre face au drame de Barcarena, notre cœur ne doit ni se briser, ni s'endurcir, mais simplement exprimer notre fraternité et notre engagement. Nous sommes TOUS décideurs, TOUS constructeurs de notre monde, chacun à sa mesure.

«Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puisse changer le monde. C'est même de cette façon que cela s'est toujours produit.» disait Margaret Mead

Soyons cette vague de fond brésilienne, la «Pororoca», qui une fois l'an passe à plus de 60 km/h, et bouleversons le cours des choses. Soutenons tous ensemble les communautés traditionnelles et d'occupations de Barcarena. Certes «le chemin est étroit, mais les perspectives sont si belles»...

La Conférence de Copenhague est porteuse de promesses, qu'elle tiendra ou pas. Il ne s'agit pas d'émettre des vœux pieux, mais de prendre des décisions qui bouleverseront nos vies et celles des générations à venir.

Si le battement d'aile d'un papillon peut avoir des répercussions à l'échelle mondiale, qu'en serait-il de la force de 6 milliards de personnes ? Luttons donc tous ensemble pour les communautés

traditionnelles, et fraternellement nous réussirons. Nous avons fait un rêve, le rêve qui deviendra réalité de rendre la terre, la vie et l'espoir aux communautés traditionnelles et d'occupations de Barcarena, et à travers elles, en prolongement, à toutes les autres communautés humaines.

Nous vous prions de recevoir l'assurance de notre considération espérante,

Yaëlle Pagésy, Présidente de **BULLE BLEUE**, Association pour le Développement Durable

Email : asso.bullebleue@gmail.com

Facebook : <http://www.facebook.com/group.php?gid=113600035766&ref=ts>

Site internet (en réfection) : <http://www.bulle-bleue.com>

Une vidéo à voir : http://www.dailymotion.com/video/x9hbf7_amazonie-communautes-traditionnelle_news

